



Paris, le 28 avril 2010

Communiqué

Alain VIDALIES

Secrétaire national au travail et à l'emploi

Baisse du nombre de chômeurs ou aggravation de la précarité ?

Alors que le chômage continue globalement de progresser, le gouvernement persiste à nier la réalité en mettant en avant des statistiques restrictives. Il s'appuie sur les seuls chiffres du chômage de la catégorie A pour laquelle le nombre de demandeurs d'emploi diminue au mois de mars de 0,2%, soit une augmentation de 237 600 demandeurs d'emploi en un an.

En réalité, le nombre de chômeurs en catégorie A, B et C augmente de + 18.100 pour le seul mois de mars. S'agissant des catégories B (demandeurs d'emploi ayant travaillé moins de 78 heures dans le mois) et C (demandeurs d'emploi ayant travaillé plus de 78 heures dans le mois), ce nombre augmente de +24.700. L'augmentation significative du nombre de ces demandeurs d'emploi dans ces deux catégories constitue en l'état une singularité inquiétante et révélatrice d'une véritable explosion de la précarité.

Ce constat est le résultat de l'inconséquence de la politique de l'emploi du gouvernement. Depuis la loi TEPA, les entreprises peuvent différer la reprise des embauches (notamment en temps plein) en jouant sur les heures supplémentaires (défiscalisées mais également exonérées de charges sociales). L'augmentation du recours aux heures supplémentaires au quatrième trimestre 2009 par rapport au quatrième trimestre 2008 (+5,7 %) confirme que les dispositifs mis en place par la droite empêchent la création d'emplois et retarderont massivement l'embauche lors de la reprise économique.

Le PS n'a cessé de dénoncer les effets pervers de la défiscalisation et des abattements sur les heures supplémentaires, véritable machine à détruire des emplois sur fonds public. Le Parti socialiste continue et continuera de demander la suppression de ce dispositif. En période de reprise, ce mécanisme devient une véritable machine infernale contre l'emploi